



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 5 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 29 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. RIMARK, Mme MARECHAL à M. BODIN, M. GEDON à Mme DUBOURG, M. MONMARCHON à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

3 – REMISE GRACIEUSE D'UNE DETTE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité une demande de remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur (situation de ressources, charges de famille...). Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité, en raison de sa compétence budgétaire, de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.

La remise de dette totale ou partielle fait disparaître le lien de droit existant entre la collectivité et son débiteur en éteignant la créance.

Monsieur Kévin ROY a signé un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) d'une durée de 6 mois (15 juillet 2010 – 14 janvier 2011). Le 5 août 2010, il ne s'est pas présenté à son poste de travail. Par courrier du 11 août 2010, il lui a été demandé de fournir les justificatifs d'absence ou de reprendre immédiatement son poste. N'ayant reçu aucun justificatif d'absence, par courrier du 25 août 2010, M le Maire a mis un terme au C.A.E et émis un titre de recette afin de recouvrir le salaire trop perçu soit la somme de 960,76 €.

En situation précaire, au chômage, ne percevant que le RSA depuis quatre ans et sans domicile fixe, Monsieur Kévin ROY n'est pas en mesure de rembourser cette dette. C'est pourquoi il a formulé auprès de Monsieur le Maire une demande de remise gracieuse de sa dette.

Il est demandé au Conseil Municipal d'accepter la demande de remise gracieuse de la dette de Monsieur Kévin ROY s'élevant à la somme de 960,76 €.

Cette opération comptable sera imputée au chapitre 67, à l'article 6718 du Budget Principal M14.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 juin 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 07/07/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160705-32847-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

